du Demandeur à un certain jour fixé, en faisant attention à la distance du domicile du Défendeur, au lieu où siège la Cour : Mais si les Juges ou deux d'entr'eux sont convaincus par une affirmation sous serment du Demandeur, ou autrement, que le Défendeur lui doit et est sur le point de quitter la Province, ce qui oterait au Demandeur les moiens de le poursuivre, il sera loisible aux dits Juges ou à deux d'entr'eux de décerner une prise de corps contre le Défendeur, et de lui faire donner cautions, et au défaut de cautions, de le faire confiner dans les prisons, jusqu'à la décision de l'affaire intentée contre lui. — La Déclaration sera signifiée dans tous les cas avec l'Ordre, et il ne sera point permis au Demandeur de la corriger, jusqu'à ce que le Défendeur ait répondu aux motifs qui y seront contenus, ni par la suite, sans avoir payé les frais que la Cour jugera à propos de fixer.

Contrainte par corps contre les débiteurs convaincus de vouloir quitter la Province. Signification de la déclaration avec l'ordre.

ARTICLE II.

Les Copies tant de l'Ordre de sommation que de la Déclaration seront signifiées au Défendeur à sa personne, ou laissées à son domicile entre les mains de quelqu'uns raisonnables qui y seront trouvés, faute de quoi l'assignation sera réputée nulle.

Signification.

ARTICLE III.

Si le jour que se fera le rapport de la sommation, le Défendeur ne comparait point en personne ou par procureur (la preuve de telle assignation aiant été produite en Cour) le Demandeur obtiendra congé défaut contre le Défendeur; et si lorsqu'il aura été appelé sur l'affaire, la semaine suivante un autre jour de Cour, il néglige encor de comparaitre, sans donner aucunes bonnes raisons de sa négligence, la Cour après avoir entendu et reçu les preuves suffisantes sur la requête du Demandeur, prononcera son Jugement final, qui sera enregistré contre le Défendeur, allouera les frais qu'elle jugera convenables, et décernera une exécution, telle que la loi le prescrit, suivant la nature de l'affaire.

Si le défendeur ne comparait point.

Jugement par défaut.

ARTICLE IV.

Si le Défendeur comparait le jour du rapport de l'Ordre de sommation, ou qu'il ait fait défaut, et qu'il ait payé jusqu'à ce jour les frais que la Cour aura jugé convenables, et comparait la semaine suivante un autre jour de Cour après tel rapport, il sera obligé, soit alors, ou un autre jour nommé par la Cour de répondre à la Déclaration, soit par écrit, soit de vive voix, ainsi qu'il le jugera à propos : Pourvû que si la réponse est de vive voix, le Greffier de la Cour en prendra la substance en écrit, qu'il gardera dans le Greffe de la Cour.

Si le défendeur comparait,

il répondra à la déclaration.

Si